

LE JOUR, 1951  
28 Décembre 1951

## A PROPOS D'ECONOMIE DIRIGEE

Quand nous plaidons pour les libertés, au Liban, nous savons de quoi nous parlons ; et s'il fallait diriger davantage, nous saurions comment on dirige.

Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, nous parlons de libertés « légitimes ». C'est l'ordre et la prospérité, dans la logique et dans la justice que nous cherchons.

Tous les actes productifs de l'homme appellent une formation et des directives ; mais on ne dirige pas un bain comme on dirige une école des beaux-arts. Entre une façon de diriger et l'autre, il y a tout l'écart de la brute à l'homme.

Durant l'après-guerre immédiat, l'économie étroitement dirigée avait la vogue ; elle l'a déjà moins ; c'est en tous cas une mode occidentale. Le Liban a la chance de n'y être astreint que modérément. Il faut bien que les petits pays aient des compensations en ce siècle de fer ; et ce n'est pas la moindre qu'ils puissent échapper plus ou moins à l'une des plus irritantes parmi les tyrannies diverses de notre époque.

Que le devoir de l'Etat soit d'empêcher le chômage et de créer du travail, c'est l'évidence même. Mais cela ne se confond pas avec une direction systématique de l'économie qui suppose un ensemble rigoureux de disciplines et de contraintes.

Chez nous, ce sont surtout les bacheliers qui chôment. Ceux-là ne sont pas faits pour l'usine et les grands travaux, même si on les créait pour eux ; et, parmi les plus humbles, le métier de planton est le plus recherché, (hélas !)

L'économie dirigée se conçoit de nos jours là où la production se fait en grande série et souvent « à la chaîne ». Mais, au contraire, là où la diversité est la règle et l'ingéniosité une partie essentielle du capital (c'est le cas du Liban), le devoir de l'Etat est d'encourager l'esprit d'initiative par tous les moyens. C'est une façon plus humaine et plus souple de « diriger » ; et, pour les Libanais, c'est une question de vie et de mort.

Les Libanais, plus on voudra les diriger, plus ils fuiront nos horizons. Et ce sont les plus doués, les plus audacieux qui s'en iront.

La structure physique et sociale du Liban diffère de celle des pays très industrialisés. Quelques secteurs de la périphérie mis à part, cette structure n'est pas celle d'un pays particulièrement arriéré. Enfin, la nature du sol interdit souvent l'usage de la machine, Tandis que la plaine appelle le tracteur on n'en verra pas de sitôt sur les flancs de nos montagnes.

Notre pays est celui du morcellement et de la variété. Il est par définition un pays de libertés.

Des chiffres recueillis aux sources officielles il résulte que, dans nos provinces, la propriété rurale se répartit comme suit :

Au Mont-Liban, 90% des chefs de famille sont propriétaires ne serait-ce que d'une fraction d'hectare ; au Liban-Nord 81%, dans la Békaa 75%, au Liban-Sud 70%. De tels chiffres ne se voient nulle part dans l'univers. Pour que la terre ne s'émiette pas jusqu'à devenir inutilisable on est obligé de la remembrer. Les propriétaires de plus de cinquante hectares sont en très petit nombre, alors qu'on les trouve couramment dans toute l'Europe occidentale.

Ceux qu'on voudrait trop diriger, dans ces conditions, pourraient prendre, sans le savoir, la direction de leur ruine.

Et ce qui est vrai de l'agriculture est dix fois plus vrai du commerce encore.

On ne peut pas avoir la prétention de diriger ce qui de sa nature est insaisissable, et ce qu'on ignore.

Beau dirigisme libanais que celui qui se traduirait, faute de libertés, par une progression dramatique de l'émigration ! Dans notre pays, il faut choisir entre les règles économiques rigides et les départs pour des Amériques plus tolérantes.

Ce qui est injuste dans l'ordre social, il faut le redresser par des mœurs plus hautes, par une administration plus efficace. Aux Libanais sans travail (ce sont rarement les hommes des métiers manuels), il faut trouver de nouvelles voies. Ce ne sont pas des contraintes qu'il faut ; mais, au contraire, un réveil de l'enthousiasme devant des champs d'activité nouveaux.

Par l'économie dirigée, au Liban, (nous n'excluons évidemment pas les interventions normales et judicieuses de l'Etat), on ira aux vaches maigres et à l'émigration. Voilà ce que tous les jeunes Libanais doivent savoir, et les adultes aussi.

A l'âge où nous voici avec quarante ans d'affaires au moins et une longue expérience de la vie et des choses, nous sommes en mesure d'opiner et de conseiller, comme nous serions en mesure de diriger s'il le fallait. Mais qu'on nous en croie ! Ce peuple libanais, à peu près unique en son genre, c'est vers les libertés qu'il faut le diriger, vers les libertés légitimes, ces libertés dans l'ordre qui restent l'essentiel d'un patrimoine politique, économique et social, vraiment humain.

S'attaquer aux libertés, chez nous, c'est paralyser l'intelligence, c'est supprimer les trois quarts de nos chances et rendre inhospitaliers les rivages les plus doux du monde.